Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de Saint-Gabriel-de-Rimouski tenue le 2 mars 2015 à 20h00 heures à la salle 3 du centre polyvalent, sous la présidence de monsieur Georges Deschênes, maire

PRÉSENCES

Monsieur Sylvain Deschênes	Monsieur Réjean Geneau
Madame Chantal Proulx	Monsieur Fernand Gauthier
Monsieur Stéphane Deschênes	Monsieur Guildo Castonguay

Formant quorum sous la présidence du maire.

Madame Marie-Josée Dubé, secrétaire-administrative, est présente.

1. Mot de bienvenue et Moment de recueillement

2. Lecture de l'ordre du jour

3 ADMINISTRATION

3.1. Adoption du procès verbal du mois de février 2015

15-03-40

Proposé par Fernand Gauthier et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter le procès-verbal du 2 février 2015.

3.2. Adoption des comptes à payer

15-03-41

Proposé par Sylvain Deschênes et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter la liste des comptes à payer tel que présentée aux membres du conseil municipal par le directeur général qui se résume comme ceci :

Chèques numéros # 19480 à 19546	90 706.43\$
Prélèvements no 1410 à 1423	22 639.47\$
Rémunération élus février 2015	1 823.80\$
Rémunération employés (18/01 au 14/02)	21 500.94\$
Rémunération pompiers (18/01 au 14/02)	3 988.83\$
Total	140 659.47\$

3.3 États financiers au 28 février 2015

15-03-42

Proposé par Chantal Proulx et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter les états financiers au 28 février 2015.

3.4. Radiation de comptes à recevoir

15-03-43

Proposé par Fernand Gauthier et résolu à l'unanimité des conseillers de radier des comptes à recevoir divers, un montant de 134.64\$ en intérêt et 325.07\$ en capital.

3.5. Signature convention collective

15-03-44

Proposé par Stéphane Deschênes et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser madame Chantal Proulx, conseillère responsable des ressources humaines, et messieurs Georges Deschênes, Maire et Martin Normand, directeur général, a signé au nom de la Municipalité le renouvellement de la convention collective avec les employés représentés par le Syndicat Canadien de la Fonction Publique, Section locale 1142.

3.6 Renouvellement du dossier chez Desjardins Centre financier

15-03-45

Proposé par Chantal Proulx et résolu à l'unanimité des conseillers de procéder au renouvellement du dossier chez Desjardins Centre financier aux entreprises du Bas-Saint-Laurent, soit les frais administratifs et la marge de crédit institutionnelle.

- 15-03-46 **3.7 Commandite 50\$ à la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs**
- Proposé par Chantal Proulx et résolu à l'unanimité des conseillers de faire un don de 50\$ à la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs pour un vin d'honneur lors du Colloque Régional Annuel au Domaine Valga.
- 15-03-47 **3.8 Adhésion à la Société d'horticulture St-Charles-Garnier**
- Proposé par Stéphane Deschênes et résolu à l'unanimité des conseillers d'adhérer à la Société d'horticulture de St-Charles-Garnier pour un montant de 50\$ pour l'année 2015-2016.
- 15-03-48 **3.9 Crédit de taxe sur les ordures/120 rang de la Montagne**
- Proposé par Sylvain Deschênes et résolu à l'unanimité des conseillers de créditer les ordures (ferme) pour l'année 2015 seulement au 120 rang de la Montagne suite à la demande de M. Thibault.
- 4. SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- Aucun point.**
- 5. TRAVAUX PUBLICS**
- 15-03-49 **5.1 Reddition de comptes 2014 / PAERRL**
- ATTENDU QUE** le ministère des Transports a versé une compensation de \$124 618 pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2014;
- ATTENDU QUE** les compensations distribuées à la municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la Municipalité;
- ATTENDU QUE** la présente résolution est accompagnée de l'Annexe A identifiant les interventions réalisées par la municipalité sur les routes susmentionnées;
- ATTENDU QU'**un vérificateur externe présentera dans les délais signifiés pour le dépôt de la reddition des comptes l'annexe B ou un rapport spécial de vérification externe dûment complétée.
- POUR CES MOTIFS**, sur proposition de Sylvain Deschênes et résolu unanimement par l'ensemble des conseillers que la municipalité de St-Gabriel-de-Rimouski informe le ministère des Transports de l'utilisation des compensations visant l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la Municipalité, conformément aux objectifs du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.
- 5.2 Avis de motion/Règlement d'emprunt pour un camion de déneigement**
- Chantal Proulx donne avis de motion en vue d'adopter un règlement d'emprunt pour un camion de déneigement.
- 15-03-50 **5.3 Demande d'analyse par le MTQ/projet balise de rue**
- Proposé par Réjean Geneau et résolu à l'unanimité des conseillers de demander au Ministère des Transports d'analyser les possibilités qui s'offrent à la municipalité de St-Gabriel-de-Rimouski afin de sécuriser l'accotement de la rue Principale pour nos usagers piétons ou à vélo.

6. URBANISME

6.1 Avis de motion / modification du règlement de zonage 211-10

Sylvain Deschênes donne avis de motion en vue de modifier le règlement de zonage

6.2 Premier projet de règlement modifiant le règlement de zonage 211-10

15-03-51

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* prévoit que le conseil municipal peut modifier ses règlements en tout temps (L. R. Q., chapitre A-19.1, articles 123 et les suivants);

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire porter à 8 le nombre de logements maximum dans la zone 59 (MTF) et à 6 dans la zone 61 (MTF);

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire permettre l'entreposage intérieur, excluant les produits dangereux, dans la zone 61(MTF);

CONSIDÉRANT QUE la municipalité souhaite permettre les portes-patios partout sauf au rez-de-chaussée des résidences unifamiliales dans le village;

POUR CES MOTIFS il est proposé par Réjean Geneau et résolu à l'unanimité des conseillers que soit adopté ce premier projet de règlement qui se lit comme suit :

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : TITRE

Le présent règlement porte le titre de « Règlement numéro 255-15 modifiant divers éléments du règlement de zonage 211-10».

ARTICLE 3 : BUT DU RÈGLEMENT

Les objectifs du présent règlement sont de porter à 8 le nombre de logements maximum dans la zone 59 (MTF), de porter à 6 le nombre de logements maximum dans la zone 61 (MTF), de permettre l'entreposage intérieur, excluant les produits dangereux, dans la zone 61(MTF), ainsi que de permettre les portes-patios partout sauf sur un mur avant d'une résidence unifamiliale ou bifamiliale dans le village.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 6.11

L'article 6.11 est modifié en remplaçant son contenu par le suivant :

« Un *mur avant* doit avoir une ou plusieurs ouvertures de fenêtre totalisant une *superficie* minimale d'un mètre carré.

Les portes-patios (portes-fenêtres) ne sont pas autorisées sur le *mur avant* d'un *bâtiment principal* des classes d'*usages* HABITATION I OU II situé dans une zone multifonctionnelle (MTF) ou résidentielle de faible densité (HBF). »

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 1

L'annexe 1, intitulée « LA GRILLE DES USAGES » et faisant partie intégrante du règlement de zonage est modifiée :

- 1° par l'ajout de la note © dans la cellule correspondant à la zone 61 (MTF) et à la rubrique Usage spécifiquement permis;
- 2° par l'ajout de la note suivante dans la rubrique des notes située à la dernière ligne du tableau qui comprend la zone 61 (MTF) : « © l'entreposage intérieur, excluant les produits dangereux. »

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 2

L'annexe 2, intitulée « LA GRILLE DES USAGES » et faisant partie intégrante du règlement de zonage est modifiée :

- 1° par le remplacement du chiffre «4 » par le chiffre « 8 » dans la cellule correspondant à la zone 59 (MTF) et à la rubrique Nombre de logements maximum;
- 2° par le remplacement du chiffre «4 » par le chiffre « 6 » dans la cellule correspondant à la zone 61 (MTF) et à la rubrique Nombre de logements maximum.

ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi*.

6.3 Réponse demande de modification aux règlements / chevaux

15-03-52

- Considérant que le règlement de zonage interdit les installations d'élevage d'animaux dans les affectations de villégiature du secteur des Sept-Lacs;
- Considérant que le règlement relatif à la garde de certains animaux a été adopté en 2012 dans le but de prévenir les conflits de voisinage pouvant découler, notamment, des odeurs émises par des chevaux à proximité de résidences voisines;
- Considérant qu'il existe de nombreux espaces hors des secteurs résidentiels et de villégiature permettant la garde et l'élevage de chevaux;
- Considérant la réglementation relative à la protection des puits d'eau potable et aux distances séparatrices relatives aux odeurs en milieu agricole;
- Pour ces motifs, il est proposé par Réjean Geneau et résolu à l'unanimité des conseillers de ne pas modifier le règlement no 238-12 relatif à la garde de certains animaux et de maintenir l'interdiction de la garde et l'élevage de chevaux dans les zones identifiées à ce même règlement.

7. LOISIRS ET CULTURE

Aucun point

8. RAPPORT DES ÉLUS

9. PÉRIODE DE QUESTIONS ET AFFAIRES NOUVELLES

9.1 Demande de monsieur Angelito Bérubé/modification de règlement de zonage

Le conseil a pris connaissance du courrier de monsieur Angelito Bérubé. Cette demande sera transmise au comité consultatif d'urbanisme pour étude.

9.2 MRC/Maintien intégral des limites actuelles des six unités d'aménagement forestier (UAF) au Bas-Saint-Laurent

15-03-53

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) informait la population, à la fin de l'année 2014, qu'il lançait une consultation publique sur les limites territoriales des unités d'aménagement, laquelle se tient dans plusieurs régions du Québec, du 19 janvier au 3 avril 2015; étant déjà déterminé par les autorités du ministère que toute remarque ou représentation doit être faite en remplissant un formulaire en ligne ou par courrier électronique;

CONSIDÉRANT QUE les rencontres en région tenues par les représentants du ministère du MFFP, dont celle tenue à Rimouski le 5 février dernier étaient informatives, ce qui fut rappelé aux participants, aucune discussion sur les vrais enjeux des fusions ou sur les alternatives possibles n'étant possible sauf par la voie écrite ci-haut mentionnée;

CONSIDÉRANT QU'à cette rencontre du 5 février où étaient présents plusieurs dizaines de participants de tous horizons, l'ensemble des intervenants, sauf un, ont souligné leur opposition ou

leurs réticences aux fusions envisagées dans le Bas-St-Laurent et qu'en conséquence il serait pour le moins réducteur de cibler comme opposant la compagnie Lulumco ou les intervenants de l'unité d'aménagement 012-52;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau régime forestier a apporté plein de bouleversements et d'inquiétude de la part de tous les utilisateurs de la forêt et que les fusions des UAF ne feraient qu'amplifier le problème;

CONSIDÉRANT QUE la délimitation des unités d'aménagement forestier fût réalisée en 2002 à partir des caractéristiques biophysiques (région écologique, type écologique) du territoire, et ce, dans le but de former des unités d'aménagement forestier relativement homogènes au niveau de la composition forestière, améliorant ainsi la précision des calculs de possibilité forestière;

CONSIDÉRANT QUE le « maintien du lien historique d'approvisionnement de l'industrie avec le territoire » reconnu et accepté par les intervenants concernés lors des consultations publiques sur le PRDIRT (octobre 2009) s'inscrit d'une part, dans les objectifs généraux de l'orientation no 3 du PRDIRT du Bas St-Laurent relatif à la compétitivité des entreprises de première transformation du bois et d'autre part, contribue à favoriser une cohabitation harmonieuse entre les divers usagers du territoire forestier public, étant l'orientation no 7 dudit PRDIRT;

CONSIDÉRANT QUE le PRDIRT du Bas St-Laurent, dont un travail colossal sur plusieurs années, a permis d'établir et de mettre en œuvre une vision régionale intégrée du développement et de la conservation des ressources naturelles et du territoire et que les acteurs ont convenus ensemble d'une façon de faire, et ce, dans un contexte de six UAF au Bas-Saint-Laurent;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau régime forestier en place apporte beaucoup d'inquiétude quant à la responsabilité face à l'entretien des chemins forestiers, qui soit dit en passant, est de plus en plus coûteux et que les fusions des UAF ne feront qu'empirer la situation car les industriels n'auront plus de sentiment d'appartenance à ces territoires et ces chemins seront de plus en plus négligés;

CONSIDÉRANT QUE le régime forestier ayant introduit un nouveau partage des responsabilités, la résultante est que les industriels ont perdu une part de leur sentiment d'appartenance au territoire. Ce contexte était prévisible et il faut donc trouver les bons incitatifs pour que les BGA continuent d'investir massivement, à leur juste part, dans les infrastructures d'accès dans les forêts publiques du Québec. Il faut donc améliorer rapidement la planification forestière de façon à ce que les BGA regagnent confiance quant à la stabilité des volumes accessibles sous garantie et sur le libre marché, notamment en connaissant plus rapidement la localisation des secteurs où ils interviendront à moyen et long terme;

CONSIDÉRANT QUE les maires des municipalités responsables des routes municipales qui donnent accès aux territoires forestiers sont inquiets de la détérioration supplémentaire éventuelle subie suite à l'adoption des fusions envisagées et veulent savoir qui va payer la note et comment;

CONSIDÉRANT QUE l'article 17 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (LADTF) précise que le Ministre peut *exceptionnellement*, redéfinir la limite territoriale et la délimitation des unités d'aménagement, mais que présentement rien ne justifie quelque chose d'*exceptionnel*;

CONSIDÉRANT QUE le projet de nouvelles délimitations des unités d'aménagement au Bas-Saint-Laurent est discutable puisque les critères (caractéristiques biophysiques et utilisation du territoire) tenus en compte dans la LADTF pour effectuer des modifications territoriales sont les mêmes que celles prévues auparavant dans la Loi sur les Forêts;

CONSIDÉRANT QUE la création des unités d'aménagement forestier au Bas-St-Laurent fût le résultat d'un large consensus régional obtenu lors de la consultation sur la délimitation des unités d'aménagement forestier réalisée en 2002;

CONSIDÉRANT QUE le résultat de la consultation publique sur les UAF du Bas- St-Laurent réalisée en 2002 exprimait les valeurs et besoins des intervenants du milieu forestier, faunique, municipal et autres utilisateurs;

CONSIDÉRANT QUE tout projet de regroupement d'UAF comprenant l'UAF 012-52 ferait en sorte de contribuer à la concentration des coupes sur le territoire de l'UAF 012-52;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du ministère des Forêts de la Faune et des Parcs (MFFP) dans la délimitation des unités d'aménagement forestier fût de renforcer le sentiment d'appartenance des utilisateurs envers le territoire et d'apporter une stabilité au niveau de la planification forestière et des approvisionnements, et ce, dans un esprit de développement durable;

CONSIDÉRANT QUE la visite du ministre Laurent Lessard à Rimouski le 24 février dernier mérite d'être soulignée mais que l'organisation des rencontres et des ateliers sectoriels n'a pas favorisé une véritable consultation du milieu qui se serait caractérisée par des échanges entre les différents utilisateurs du territoire forestier bas-laurentien et les élus interpellés par les changements prévus;

CONSIDÉRANT QUE les intervenants du Bas-St-Laurent, depuis des décennies, pratiquent une culture et une utilisation intégrée responsable des forêts privées et publiques et qu'ils ont développé une expertise reconnue qui doit être respectée et préservée;

CONSIDÉRANT QUE les gouvernements, actuel et antérieurs, ont tous insisté sur la nécessité d'éviter le mur-à-mur dans un territoire aussi vaste que le Québec et que c'est pourtant ce qu'on s'apprête à faire avec ce qui a été proposé par le MFFP;

CONSIDÉRANT QUE dans ce contexte il serait judicieux de préserver les six UAF actuelles du Bas-St-Laurent et d'en faire un territoire-témoin pour mesurer l'impact de la nouvelle répartition des UAF dans les autres régions touchées du Québec.

POUR CES MOTIFS il est proposé par Stéphane Deschênes et résolu à l'unanimité des conseillers :

QUE le Conseil des maires de la MRC de La Mitis demande au ministère des Forêts de la Faune et des Parcs que l'UA 012-52 soit maintenue intégralement, et ce, dans les mêmes limites biophysiques que le territoire de l'UAF 012-52 et demande de conserver les 6 UAF dans leur état actuel au Bas-Saint-Laurent;

QUE le conseil des maires demande à ce qu'une vraie consultation publique soit organisée advenant le cas où le maintien des UAF au Bas-Saint-Laurent ne serait pas retenu afin que le ministère puisse entendre tous les intervenants touchés par la gestion de la grande forêt publique et débattre des enjeux;

QUE la présente résolution soit transmise au MFFP ainsi qu'à l'ensemble des acteurs du territoire public forestier de la MRC de La Mitis et aux MRC du Bas-Saint-Laurent.

9.3 SportArt/permis de réunion 11 avril 2015

15-03-54

Proposé par Fernand Gauthier et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser SportArt à faire une demande de permis de réunion pour son activité du 11 avril 2015. Les locaux sont prêtés à titre gratuit.

9.4 Fermeture des affaires nouvelles et de la période de questions

15-03-55

Proposé par Chantal Proulx et résolu à l'unanimité des conseillers de procéder à la fermeture des affaires nouvelles.

10. LEVÉE DE LA SÉANCE

15-03-56

Proposé par Chantal Proulx et résolu à l'unanimité des conseillers qu'à 21h34 la séance soit levée.

Je, Georges Deschênes, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 du Code municipal.

Georges Deschênes, Maire

Georges Deschênes
Maire

Martin Normand
Directeur général